

Un mouvement effiloché : suite

secondaire Joseph-François Perrault (une école ouverte par Jean Lesage au début de la Révolution tranquille, l'école où notre fille a étudié). Seuls 4 000 résidants de Saint-Jean-Baptiste avaient le droit de voter. La question sur le bulletin de vote était une façon très compliquée de dire : « Acceptez-vous de changer le zonage? »

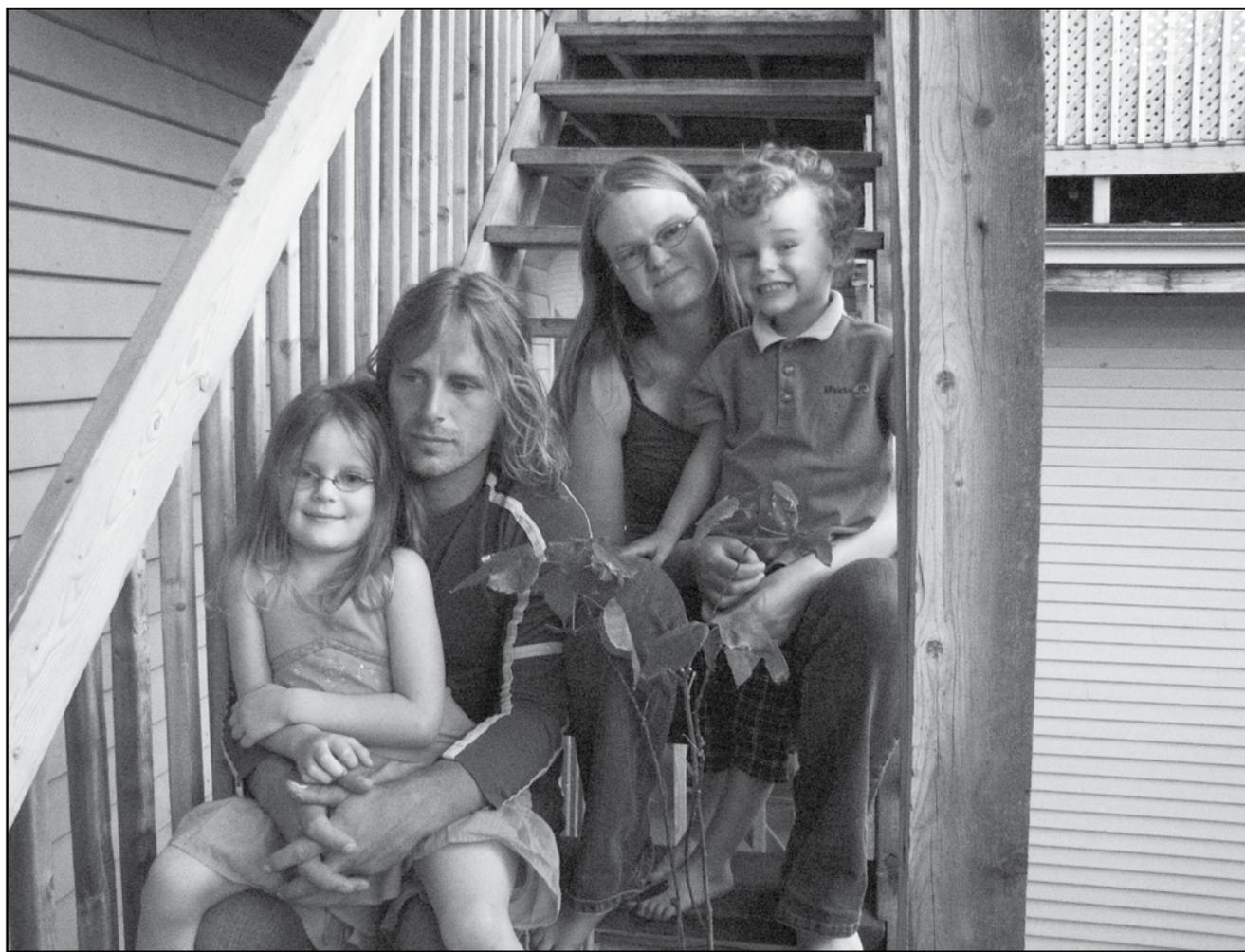
Moi, j'avais de chaudes amitiés des deux côtés de la controverse, j'étais sensible aux arguments des deux camps, je ne savais pas comment voter. J'ai décidé d'écrire ma façon de penser sur mon bulletin : « Je veux que la coopérative survive. Je veux un édifice de modeste taille. Les deux! » J'ai décidé de cocher les deux cases, et ainsi d'annuler mon vote. De m'abstenir. M'abstenir tout en sachant que ce que je désire est probablement ce que beaucoup de gens du faubourg désirent. Notre centre-ville vit l'éclatement des choses dans le Québec de 2012. Il le vit intensément.

Notre député adorée, Agnès Maltais du Parti Québécois, est beaucoup moins adorée dans le voisinage depuis qu'elle a décidé d'épauler le maire Labeaume dans son désir de construire un amphithéâtre avec Pierre-Karl Péladeau, sans avoir à faire face aux contestations. Labeaume appuie le projet de GM Développement aussi, et son appui – je le sens! – a nui à la cause du oui. Notre députée fédérale, Christiane Gagnon du Bloc Québécois, celle qui nous donnait le sentiment pendant vingt ans d'être une forteresse contre Harper et contre la montée du conservatisme québécois, a été battue en mai. L'éclatement du Bloc Québécois est près de nous, et l'éclatement du Parti Québécois l'est aussi. Serge Roy, de Québec Solidaire, espère être élu la prochaine fois, et le sera peut-être. Notre nouvelle députée à Ottawa est la

néo-démocrate Annick Papillon, une jeune d'un grand potentiel. Mais elle ne connaît pas beaucoup les mouvements de gauche de la ville, et n'a pas encore appris à être leur voix.

Ce que nous vivons autour de cet îlot et autour de l'édifice qui s'y construira fait-il partie de l'éclatement des choses? Notre Comité populaire se désagrège-t-il? Marc et Nicolas disent que non. Mais je sens peut-être que oui. Cela me fait frissonner. Avec une victoire du «oui», le grand édifice, et donc la coopérative, aurait été construit. Mais le mouvement populaire serait resté divisé et aurait eu à faire de grands efforts pour retrouver sa force, son influence dans la population. Avec une victoire du «non», l'édifice de neuf étages serait stoppé. On suppose que GM construirait alors un bloc de condos quand même, dans les normes, et sans la coop. Mais dans le mouvement populaire, la division resterait. Encore plus.

Alors, le dimanche soir, dans le vestibule de l'école Joseph-François Perrault, le résultat est lu : « Le «non» l'emporte, 777 à 666 ». Le neuf étages ne se fera pas, et la coopérative La Face Cachée cherche toujours un toit. Le lendemain, la défaite du grand projet est attribuée par le maire Labeaume « aux vieux militants ». Et le jour d'après, le caricaturiste du *Soleil*, Côté, dessine ces vieux militants. Ils sont dans leur local, avec des portraits de Michel Chartrand, David Suzuki, John Lennon et Yoko Ono sur les murs. Un gars qui ressemble, un peu, à mon ami Marc Boutin leur dit : « Nous avons sauvé un vieux stationnement qui pue! » Et un mouvement communautaire de longue tradition cherche à se rebâtir.



La vie de Saint-Jean-Baptiste, c'est beaucoup ses familles. La photographe Annie Lalande aime à les capter dans leur vie quotidienne.

L'îlot Irving



La balle est dans le camp du promoteur... et de la Ville

Une majorité de 53 % des citoyennes et des citoyens qui se sont prononcés au référendum sur l'avenir de l'îlot Irving ont choisi de voter «non» au changement de zonage. « Nous respectons ce choix majoritaire de nos voisins », a indiqué Nicolas Lefebvre Legault, coordonnateur du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste. Pour le groupe de défense de droit, la balle est maintenant dans le camp du promoteur et, surtout, de la Ville de Québec.

« GM Développement devra tenir compte de cette expression démocratique majoritaire et retourner à sa table à dessin », a indiqué M. Lefebvre Legault. « Nous souhaitons de tout coeur qu'un nouveau projet résidentiel respectant le zonage voie le jour sur ce site et que ce projet intègre un maximum des bonifications qui avaient été apportées au projet battu en référendum », a-t-il dit. L'organisme précise qu'il est toujours opposé à un projet composé à 100 % de condos.

Le Comité populaire espère par ailleurs trouver rapidement une solution pour le groupe de la coopérative d'habitation La face cachée. « N'oublions pas qu'un groupe de locataires s'active depuis maintenant deux ans pour fonder une nouvelle coopérative dans le quartier, il ne faudrait pas que le résultat du référendum signale la mort du projet », a déclaré Mathieu Houle-Courcelles, organisateur communautaire au Comité populaire Saint-Jean-Baptiste. L'organisme espère d'ailleurs compter sur l'aide et la collaboration de la conseillère municipale du district des Faubourgs, Madame Chantal Gilbert, qui est également responsable du dossier de l'habitation à la Ville de Québec.

Selon le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, le résultat du référendum ne doit pas amener d'eau au moulin de ceux et celles qui militent activement pour l'abolition des référendums. D'après le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, le dossier de l'îlot Irving illustre plutôt les faiblesses de la politique d'habitation de la Ville de Québec.

Charlotte, Solange et Jean-Philippe Courtemanche

L'inter Marché Saint-Jean

Livraison tous les jours à 11 h 30, 15 h et 17 h.

La livraison de 15 h est gratuite!

Ouvert tous les jours, de 8 h à 23 h!

418-522-4889,
850, rue Saint-Jean



Une quincaillerie, une fierté

Par Yvon Boisclair

La Quincaillerie Saint-Jean-Baptiste, fondée en 1901, est issue d'un rêve de M. Joseph-Arthur Dorval.

Le premier local est situé au 330, d'Aiguillon. En 1902, M. Dorval déménage son commerce dans le local actuel, au 298, d'Aiguillon. Au rez-de-chaussée se trouve le magasin et à l'étage, la maison de la famille Dorval. La famille de M. Dorval est à l'image des familles du temps, soit une famille de 12 enfants.

De ces enfants, seuls Philippe et Marguerite travaillent dans le commerce familial. Philippe commence à travailler en 1929 et en 1939, devenu propriétaire, il est l'un des fondateurs des Marchands en Quincailleries Limitée. C'est de cette organisation que va naître le regroupement RONA.

Son fils Pierre commence à travailler dans la quincaillerie en 1969 et son fils Claude, en 1971. En 1977, la quincaillerie s'agrandit par la bâtisse adjacente qui appartenait déjà à la famille Dorval.

En 1979, Philippe, Pierre et Claude deviennent actionnaires et dans les années 80, ils agrandissent le magasin au rez-de-chaussée. En 1991, Claude Dorval devient l'unique propriétaire. Pierre Dorval travaille jusque dans les années 1990, tandis que Claude y travaille jusqu'en 2000, au moment de la vente de la quincaillerie. À ce moment, un mur est de nouveau érigé entre la quincaillerie actuelle et le bâtiment adjacent.

Les acheteurs sont deux quincaillers, Messieurs Camille Leclerc et Michel Perron. Ils sont déjà propriétaires d'une quincaillerie dans Saint-Sacrement. En 2004, M. Perron devient le seul propriétaire. Il réaménage le sous-sol, il récupère 2 000 pieds carrés de vente et au fond du sous-sol, il aménage une salle de coupe pour différents matériaux et ainsi satisfaire les besoins de ses clients.

Cette quincaillerie de quartier fait toujours partie de la chaîne RONA. Petite quincaillerie avec les possibilités d'une grande, elle fait la commande à un grossiste RONA et on vous livre la marchandise chez vous. En 2003, elle est nommée la meilleure petite quincaillerie au Canada.

Je n'ai pas connu M. Joseph-Arthur Dorval, mais j'imagine que si je lui avais parlé, il aurait montré autant de fierté pour sa quincaillerie que M. Perron en montre. De la Quincaillerie J.A. Dorval à la Quincaillerie Saint-Jean-Baptiste, c'est la même tradition de quincaillerie de quartier qui a continué d'évoluer.



Philippe Dorval, fils du fondateur, et Bertrand Lortie, commis à la Quincaillerie en 1931. Photo courtoisie.



Intérieur de la Quincaillerie J.A. Dorval, 1949. Photo courtoisie.



M. et Mme Dorval, fondateurs de la Quincaillerie (1901-1951). Photo courtoisie.

Une naissance dans le quartier

Par Yvon Boisclair

En 1981, les premiers cas de sida sont décrits chez les homosexuels de Los Angeles. Transportons-nous dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, plus précisément à la taverne Le Drague en 1986. On organise dans la taverne une journée-bénéfice pour la recherche sur le sida. Au fil des rencontres, on crée un organisme communautaire, le Mouvement d'information, d'entraide et de lutte contre le sida, MIELS Québec.

Le premier local du groupe est au 369, Saint-Jean (local actuel de l'Entraide du Faubourg). Le groupe déménagea puis revint dans le quartier de 1992 à 1999 au 175, Saint-Jean (Colisée du Livre). Leur local est présentement situé dans Montcalm sur la rue Chouinard.

Miels Québec informe et sensibilise jeunes et toxicomanes dans les milieux homosexuels. Cette sensibilisation est importante, car avec l'arrivée de médicaments qui permettent

de retarder le développement du VIH, Miels Québec a constaté une banalisation du sida. L'organisme offre cinq lits d'hébergement. Ces lits servent de répit et de convalescence. Le sida affaiblit beaucoup une personne qui en souffre. Elle peut avoir besoin d'une aide temporaire. De plus, si elle est hospitalisée, il faut qu'elle quitte rapidement l'hôpital, car en raison de son système immunitaire défaillant elle peut attraper facilement une infection. Il lui faut un milieu plus aseptisé que l'hôpital.

Miels Québec offre un salon d'hospitalité. C'est un lieu de rencontre, d'information et de soutien. Quand le sida se déclare chez une personne, celle-ci rencontre un intervenant qui fait le bilan de sa situation. La personne peut être jumelée à une autre personne sidatique pour l'aider à vivre sa situation.

Souvent, une personne sidatique ne peut travailler en raison de son état de santé. Miels Québec offre les services d'une banque alimentaire.



Quant au bar cabaret Le Drague, il est toujours présent. En mai prochain, on y organisera le 27e encan annuel au bénéfice de Miels Québec. De plus, une fois par mois, une infirmière vient au Drague pour le dépistage du sida et de la syphilis, de même que pour la vaccination contre l'hépatite A et B. Une ou deux fois par année, on y organise aussi une activité de sensibilisation au sida.

Après plus de 25 ans d'activité, Miels Québec met l'accent sur la prévention et sur l'information, car les préjugés sont encore tenaces.

Logement abordable Ottawa s'engage pour trois ans

(NLL) Québec et Ottawa ont signé le 19 mars dernier une entente triennale sur le logement abordable. Ottawa versera 57,5 millions \$ par année à Québec, qui pourra l'utiliser à sa guise dans le domaine de l'habitation. Les critiques jugent toutefois ces sommes nettement insuffisantes.

Un montant ridicule pour le FRAPRU

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) qualifie de « ridicules » les sommes de 57,5 millions \$ qu'Ottawa accordera annuellement au Québec jusqu'en mars 2014. Pour François Saillant, coordonnateur du FRAPRU, « ce que le Québec vient de gagner en autonomie, il l'a perdu en financement. Jamais les sommes investies par Ottawa en habitation n'ont été si basses au cours des dix dernières années », indique le militant. Selon lui, si toutes les sommes fédérales étaient versées dans l'actuel programme québécois de logement social, AccèsLogis, elles représenteraient l'équivalent des subventions gouvernementales pour à peine un peu plus de 800 logements.

L'organisme précise que les investissements fédéraux dans le logement abordable n'ont pas été indexés depuis la première annonce faite dans ce domaine en 2001, alors que les coûts de construction, eux, ont littéralement explosé. Le gouvernement fédéral a par ailleurs mis fin depuis le 31 mars 2011 aux investissements spéciaux qui ont permis d'augmenter le financement fédéral en habitation au cours des cinq années précédentes.

De la poudre aux yeux pour le NPD

Pour Annick Papillon, la députée néodémocrate de Québec, la nouvelle entente n'enrayera pas la crise du logement. « Pour la



circonscription, cette annonce n'est qu'une amorce de la part du gouvernement fédéral. Cette entente n'est pas à la hauteur des besoins réels des ménages de Québec. La demande en matière de logements abordables est une priorité. Nous sommes confrontés à des besoins sans cesse grandissants : ce sont plus de 17 000 ménages qui paient au-delà de 50 % de leur revenu pour se loger », a déclaré l'élue néodémocrate.

Pour le NPD, l'entente ne permettra vraisemblablement pas au Québec de se doter des logements sociaux dont la province a besoin pour assurer à tous les Québécoises et Québécois un endroit décent où vivre.

L'opposition officielle souligne finalement que l'annonce du gouvernement fédéral n'a pas permis d'en savoir plus sur la fin des conventions entre des centaines de coopératives d'habitation et le gouvernement fédéral.

« Un avion F-35, sans moteur, c'est 6 400 logements. Aujourd'hui, le fédéral annonce l'équivalent de 800 logements »

- Véronique Laflamme

Défendons nos logements sociaux

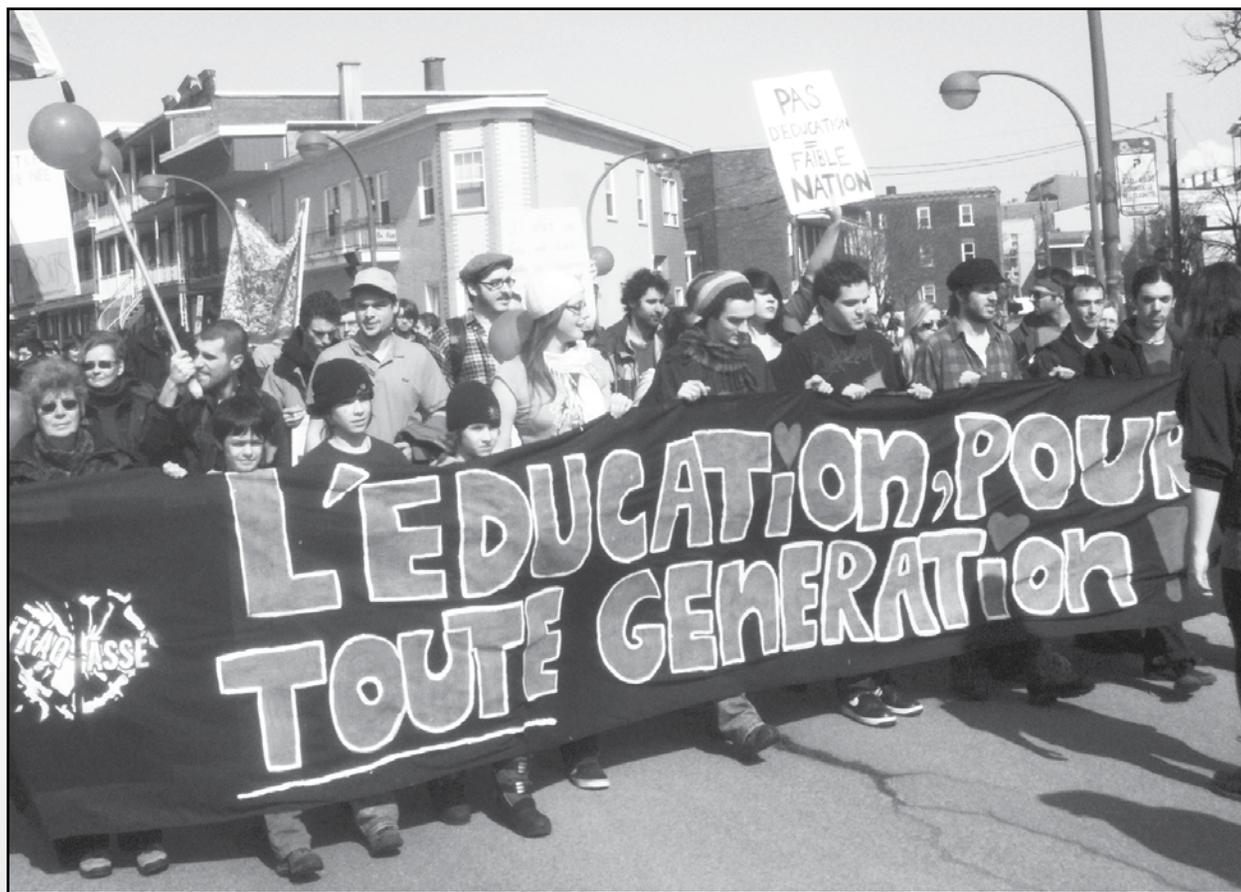
Il y a encore des subventions du fédéral!

Grande manifestation
Dimanche 27 mai 2012
Rassemblement à 13 h
Parc Saint-Gabriel (métro Charlevoix), quartier Pointe-St-Charles, Montréal

260 000 ménages québécois ont des besoins impérieux de logement. Les logements sociaux sont rares et précieux. Ottawa doit assumer ses responsabilités en y maintenant ses subventions aux locataires à faible revenu et en investissant dans leur rénovation, qu'ils soient coopératifs, sans but lucratif ou publics.

Signez et faites signer la pétition avant le 30 avril 2012
www.defendonsnoslogements.ca

 **FRAPRU**
www.frapru.qc.ca



Des appuis aux étudiantes et aux étudiants en lutte

Le 17 mars dernier, plus de 1 500 personnes – dont une forte majorité de non étudiant – ont défilé dans les rues de la Basse-Ville à l'appel de la CLASSE en appui à la grève étudiante. Tout au long de la grève, de nombreux groupes sociaux ont manifesté ainsi leur appui à la lutte étudiante. Au moment d'écrire ces lignes, l'issue de l'affrontement n'était pas encore connu. Saluons toutefois la ténacité et la créativité des grévistes. Respect! Photo : Nicolas Lefebvre Legault

Communiqué

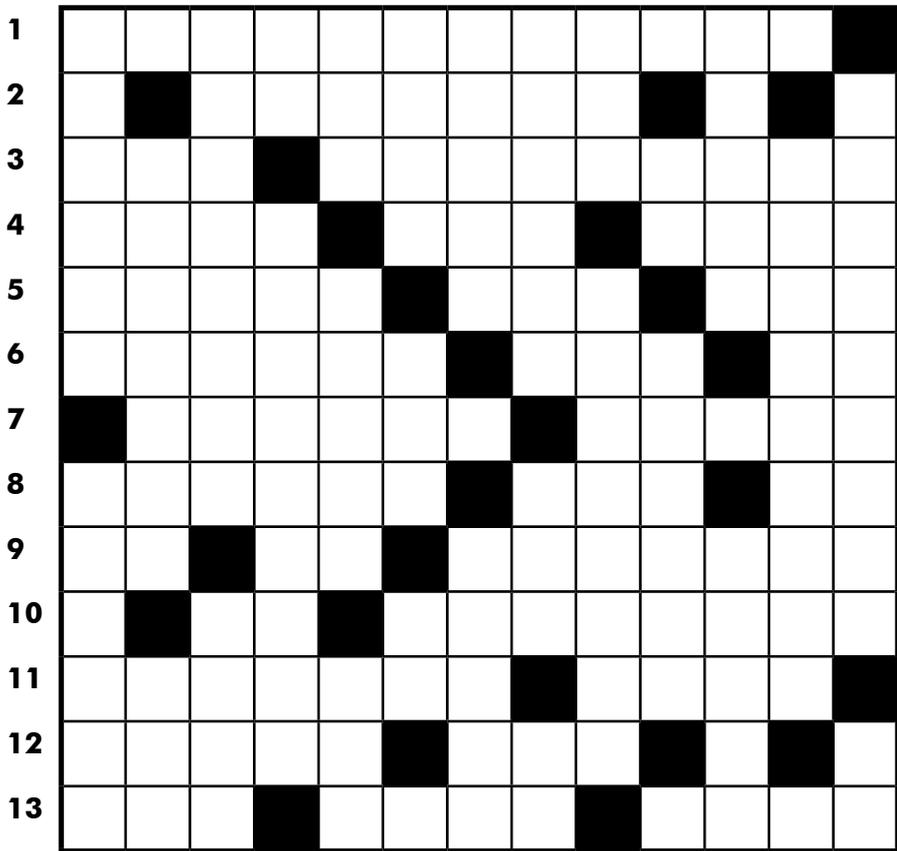
Des sous pour rénover les HLM

Le dernier budget provincial ne contenait pas que des mauvaises nouvelles. En effet, les locataires de HLM ont réussi à arracher un engagement pour la rénovation de leur logement. « Bien que le ministre Bachand n'ait pas pris l'engagement à long terme que nous espérons, il le fait pour deux années, et affirme être prêt à intensifier le rythme des investissements de quelque 35 millions \$ supplémentaires par année si Ottawa accepte de jouer le jeu », affirme Nicole Sirois, présidente de la Fédération des locataires de HLM du Québec (FLHLMQ).

« La Société d'habitation du Québec (SHQ) affirme qu'il reste pour au moins 3 milliards \$ à investir pour remettre en état les HLM qui ont subi le contrecoup des mesures d'austérité budgétaires des années 1990 et 2000. Il faut maintenant rattraper ce qu'on a négligé de faire. Malgré leurs 32 ans d'âge moyen, les HLM ont besoin de ces investissements, et maintenant! », poursuit la porte-parole.

La FLHLMQ se tourne maintenant vers la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et le gouvernement Harper pour qu'ils répondent positivement aux demandes québécoises sans délai.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13



HORIZONTALLEMENT

- 1- Activité conviviale organisée chaque printemps par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste (3 mots accolés)
- 2- Source de revenus pour la ville (au pluriel)
- 3- Parti politique de notre députée fédérale. – Cette avenue en pente raide sert de frontière entre le quartier Saint-Jean-Baptiste et le quartier Montcalm (de...)
- 4- Combat entre deux personnes ou deux groupes – Conifère – Détester
- 5- Cet ordre religieux (ici au singulier) a donné son nom à une avenue dans Saint-Sauveur – La Banque centrale européenne – Ville du Pérou
- 6- Les Russes, les Ukrainiens, les Polonais, les Tchèques, etc. – Point cardinal – La fin de foehn
- 7- Inflammation de l'iris – Le meilleur ami de l'homme
- 8- Insignes distinctives portées en broche – Mois de l'année où l'on célèbre la fête des travailleurs – Mesure chinoise
- 9- Conjonction – Usages – Espace extérieur d'une maison, d'habitude en longueur, et qui dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, se trouve presque toujours à l'arrière de l'édifice
- 10- Voyelles – Situées à l'écart et peu fréquentées
- 11- Soutenir, encourager – Frère de Jacob
- 12- À nous – Un ver bouleversé
- 13- La belle saison – Un plan de Jean Charest – Notre arrondissement : la... Limoilou

VERTICALEMENT

- 1- Les grands « rivaux » des coopératives d'habitation et des appartements – Bicyclette
- 2- Édificat – Sourd comme un... – Capable
- 3- Escalier et (très belle) côte en pente douce reliant Saint-Roch et Saint-Jean-Baptiste – Capable
- 4- Avant-midi – Nom actuel d'une rue parallèle à Saint-Jean, jadis très mal famée à cause de ses nombreux bordels pour marins
- 5- Venus au monde – On dit que deux valent mieux qu'une – Unité monétaire du Japon
- 6- École nationale d'administration publique – « Situé » en langage de notaire – Note de musique
- 7- À volonté, ad libitum – Administrer
- 8- Réunion tenue par le conseil de ville – Position du roi en échec, ce qui termine la partie – Bande dessinée
- 9- Une clé pour stocker des données informatiques – La plus récente coopérative d'habitation, boulevard René-Lévesque (la coop de l...)
- 10- Interjection – Président français qui a étouffé la Commune de Paris dans le sang
- 11- Ricanerai – Répondu
- 12- Très longue rue parallèle à la rue Saint-Jean, nommée en l'honneur de l'illustre cardinal français qui a soutenu jadis la Nouvelle-France
- 13- Gouvernements autoritaires qui ne respectent pas les libertés individuelles et sur lesquels les peuples n'ont aucun contrôle – Moi

Le FRAPRU frappe encore!

Mises en chantier en 2011

Le marché privé s'est désintéressé du logement locatif

Montréal, le 8 février 2012 – Selon le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), les investisseurs privés se désintéressent du logement locatif, ce qui laisse craindre une sérieuse détérioration de la pénurie d'appartements au cours des prochaines années. S'appuyant sur des données publiées hier par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le coordonnateur du FRAPRU, François Saillant, s'inquiète : « En 2011, à peine 7 161 logements locatifs ont été mis en chantier à l'échelle du Québec. C'est 20 % de moins qu'en 2010. C'est surtout la pire année pour la construction de ce type de logement depuis 2001. Pendant ce temps, la construction de 15 969 unités de condominiums a démarré, ce qui représente un record absolu au Québec. »

M. Saillant réfute cependant l'argument des associations de propriétaires, lesquelles affirment que l'abandon du logement locatif s'expliquerait par la faiblesse du coût des loyers. « Si le marché du condo attire les investisseurs, c'est d'abord et avant tout parce qu'il permet un profit immédiat. Par ailleurs, la partie la mieux nantie des locataires préfère de loin devenir propriétaire que de payer le loyer maintenant exigé pour avoir accès à un logement locatif neuf », affirme M. Saillant.

Le FRAPRU est carrément abasourdi de la situation dans la région métropolitaine de Montréal, où 12 681 unités de condominiums ont été mises en chantier en 2011, contre 2 281 logements locatifs. C'est six fois plus. La situation est pire encore dans la ville même de Montréal, où les mises en chantier de condos et de logements locatifs ont été respectivement de 6 718 et de 454. « En 2008, il s'était construit 4 fois plus d'unités de condos que d'appartements locatifs. En 2009, c'était 7 fois plus et en 2010, 12 fois plus. En 2011, c'était rendu à 15 fois! »

Ça empire aussi à Québec et Gatineau

L'organisme de défense du droit au logement remarque que la région métropolitaine de Québec commence également à vivre le même phénomène. Véronique Laflamme, organisatrice au FRAPRU, constate que le nombre de mises en chantier de logements locatifs est passé de 1 798 en 2010 à 784 en 2011 : « C'est encore pire, si on fait abstraction de la Rive-Sud, puisque la construction d'à peine 514 logements a débuté à Québec et dans quelques municipalités de plus petite taille. C'est trois fois moins que l'an dernier. En revanche, 1 758 unités de condominiums ont été mises en chantier. Or, c'est la première fois qu'il se construit plus de condos que de logements locatifs à Québec. »

Le FRAPRU signale que dans la région métropolitaine de Gatineau, les mises en chantier de logements locatifs ont aussi baissé de 19 % par rapport à 2010 et de 58 % par rapport à 2008. Selon François Roy, coordonnateur de Logemen'occupe, « à peine 274 appartements locatifs ont été mis en chantier en 2011 dans la région, dont 271 dans la ville de Gatineau. Jamais la construction de logements locatifs a été aussi faible depuis le début des années 2000. Il se construit maintenant deux fois plus de condos que de logements locatifs. Ça promet des jours encore plus difficiles pour les locataires à faible et modeste revenus de Gatineau ».

Du logement social

À quelques semaines du budget du ministre des Finances, Raymond Bachand, le FRAPRU considère que le désintérêt du marché privé pour le logement locatif est là pour durer, ce qui rend d'autant plus nécessaire l'augmentation des investissements gouvernementaux dans la construction de logements sociaux.

L'école dans la rue
DU RÉPAC 03-12
 23 mai 2012 de 15H à 19H
 Devant la Bibliothèque Gabrielle-Roy

DES CONFÉRENCES + DES KIOSQUES INTERACTIFS +
 DES ATELIERS D'ÉDUCATION POPULAIRE

SOUPE POPULAIRE + animation + coin enfant

www.pepac.org

Vestiaire du Faubourg
 Vestiaire du faubourg
 780, rue Ste-Claire

un lieu d'échange
 solidaire

Heures d'ouverture
 Lundi au vendredi : 12 h à 16 h
 Jeudi : 12 h à 20 h